

Tilly Sabco Bretagne : 4 projets de reprise, 4 scénarios catastrophiques

Quatre repreneurs potentiels viennent de se manifester pour reprendre l'entreprise moribonde.

Sur les 200 salariés restants, seulement 25 à 55 au mieux seraient conservés par un repreneur s'il y en avait !

On s'oriente donc clairement vers la situation de prédateurs sagement installés au pied de l'arbre attendant la chute d'un fruit devenu trop mûr, comme nous l'avions indiqué il y a plusieurs mois !

Dans tous les cas ce sont les salariés qui vont trinquer et faire les frais de l'inertie dont ont fait preuve les dirigeants de Tilly Sabco Bretagne depuis la reprise de l'affaire il y a bientôt deux ans.

Au mois de mai dernier nous écrivions : *« assiste-t-on à une deuxième partie de poker menteur, qui vient d'être entamée entre la CCI de Morlaix et MS Foods après une première qui avait conduit à l'élimination de la société OLMIX ? »*



C'est totalement insupportable ! L'inertie de la direction met clairement en péril l'activité de l'entreprise, qui n'en avait vraiment pas besoin.

Il est grand temps de tout mettre sur la place publique ! L'argent public appartient à l'ensemble des citoyens !

On ne peut pas laisser le sort de 200 salariés, de l'activité agroalimentaire sur le pays de Morlaix entre les mains de capitalistes sans scrupules qui s'en moquent bien ».

La CCI de Morlaix et ses responsables et la direction de l'entreprise TSB portent une lourde part de responsabilité dans la situation actuelle.

Si la compétence se mesure aux résultats obtenus, on peut légitimement se poser des questions sur celle de ces dirigeants !

Depuis 2 ans les salariés n'ont réellement travaillé qu'une seule journée par semaine (voire deux dans le meilleur des cas) au service de l'entreprise. Le reste du temps ils ont été, soit en formation professionnelle, soit au chômage partiel, c'est-à-dire en fait rémunérés pour l'essentiel au moyen de fonds publics.

Il y a un an, le 7 novembre 2015 dans une lettre ouverte à M. Chapalain, président de la CCI de Morlaix, la section de Morlaix du PCF constatait qu'un an après la reprise acceptée par le tribunal de commerce les engagements pris par la direction, SAS Tilly Sabco Bretagne dans son ensemble, n'avaient pas été respectés, et que l'on ne voyait se dessiner aucune perspective sérieuse de réorientation de l'activité.



Fort de sa superbe, le président de la CCI n'avait pas daigné répondre à cette demande.

De son côté, Ismaël Dupont, conseiller PCF-Front de Gauche, interpellait le président de Morlaix communauté lors d'un conseil communautaire fin 2015 pour alerter sur la situation préoccupante de l'entreprise et lui demander des explications. Là encore la réponse qui lui a été faite était de dire, certes la question qu'il posait était importante, que ça irait mieux demain et en lui faisant comprendre que son inquiétude était injustifiée.

Il faut noter à cet égard qu'au cours de ces deux dernières années, aucune autre organisation ou mouvement politique que le PCF et le Front de Gauche, à quel niveau que ce soit, ne s'est manifestée voire même simplement émue du sort de l'activité de Tilly Sabco Bretagne et de ses conséquences sur l'économie locale, et d'abord sur celui de ses salariés.

Scandaleux !

PCF section de Morlaix le 6 novembre 2016

Pour l'hôpital public, pour le droit à la santé, manifestons le 8 novembre !

Pour l'hôpital public, pour le droit à la santé, manifestons le 8 novembre !

Mardi 8 novembre, dans le Finistère comme partout en France, sera une journée de lutte des professionnels de la santé et de l'action sociale pour exiger une autre politique de santé qui réponde aux besoins des usagers comme des personnels.

La fédération du Finistère du PCF leur apporte son total soutien et appelle la population à se joindre aux manifestations et rassemblements.



L'hôpital public est malade des politiques d'austérité : suppression de postes et de lits, fermetures de services dans les hôpitaux de proximité, engorgement ailleurs et délais d'attente insupportables pour les malades, conditions de travail insoutenables pour les salariés au bord de

l'épuisement.

Dans le Finistère aussi la santé publique se porte mal : suppression de lits à Brest au nom du déficit budgétaire ; fermeture de service en psychiatrie à Morlaix ; engorgement de services, notamment des urgences, à Brest, Quimper, tandis que les hôpitaux de proximité sont en grand danger: Concarneau où l'on s'inquiète d'un possible départ des urgences déjà réduites à la journée, Douarnenez où la chirurgie ambulatoire est menacée, alors que la chirurgie classique a disparu et que le manque d'anesthésistes se fait sentir, Quimperlé absorbé par l'hôpital de Lorient avec tous les risques pour l'emploi et les services.

Il devient difficile d'accéder à un généraliste, dans les communes rurales comme dans les quartiers populaires des villes. Le manque de spécialistes se fait aussi cruellement sentir, notamment en ophtalmologie, en anesthésie, en ORL, en cardiologie, alors que les besoins grandissent avec le vieillissement de la population.

Dans les EHPAD du département la situation faite aux personnes âgées comme aux personnels est indigne et source de souffrances.

Selon un récent sondage 83 % des Français estiment que l'hôpital public est en danger, 84 % considèrent que les moyens qui lui sont alloués sont insuffisants, 77 % pensent que les choix politiques des gouvernements depuis 10 ans n'ont pas été dans la bonne direction.

Ce constat accablant est d'une cruelle vérité, il est le reflet du vécu.



Après la loi Bachelot de la présidence de Nicolas Sarkozy, la loi Touraine du quinquennat de François Hollande a poursuivi et aggravé le désastre sanitaire, le renoncement aux soins a progressé, les déserts médicaux se sont étendus, le secteur de la santé a été largement ouvert à la concurrence et à la marchandisation, aux assurances privées.

Et la mise en place autoritaire des Groupements Hospitaliers de Territoire, avec les concentrations forcées et de nouvelles « rationalisations », va accélérer les suppressions d'emplois, de lits, de services, éloigner toujours plus le système de soins des usagers, dégrader encore la qualité des soins.

Les logiques d'austérité décidées par le gouvernement et imposées au forceps par les ARS dans le domaine de la santé préparent une saignée de 20 000 emplois dans les hôpitaux d'ici 2018.

Alors qu'il faudrait au contraire créer des postes, former des personnels, pour répondre aux besoins de la population, pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales qui entravent l'accès aux soins, pour accompagner dignement le vieillissement et la perte d'autonomie, le handicap.

L'argent existe pour mettre en œuvre cette politique en rupture avec les choix actuels.

Mais il ne va pas aux investissements utiles, il va grossir les dividendes des actionnaires à travers tous les dispositifs

mis en place par les gouvernements successifs : exonérations de cotisations pour les entreprises, CICE, etc...

Sans compter l'évasion fiscale massive qui coûte tous les ans entre 60 et 100 milliards d'euros au budget de la France.

Citoyens, usagers, professionnels de la santé, faisons entendre mardi notre exigence d'une politique qui ne sacrifie pas la qualité des soins et la démocratie à la rentabilité des capitaux, une politique qui garantisse à chacun-e à tout moment de sa vie le droit à la santé, avec une prise en charge à 100 % par la Sécurité Sociale, et une protection sociale de haut niveau.

Toutes et tous ensemble !

Mobilisation principale à partir de 10h30 au centre hospitalier intercommunal de Cornouaille (CHIC) avec une opération escargot depuis Châteaulin à partir de 9h30.

Des mobilisations auront lieu aussi à Brest (rdv à 14h30 dans le hall du site de Cavale Blanche du CHRU) et à Morlaix.



Déclaration de la fédération du Finistère du PCF.

Quimper et Brest le 4 novembre 2016.